Cause Commune
Journal anarchiste - Numéro spécial

GRÈVE SOCIALE, solidarité et lutte de classe

La lutte étudiante actuelle ne cesse de nous étonner dans ce qu'elle porte de tentatives de rapprochement entre les étudiant-e-s et les travailleurs et travailleuses. Qu'il s'agisse de la solidarité exprimée envers les salarié-e-s de Rio Tinto Alcan lors de la manifestation à Alma ou à l'égard des licencié-e-s d'Aveos, le mouvement étudiant a démontré une certaine volonté de développer un front unique de lutte contre l'État et le patronat. À leur tour, certains syndicats ont démontré leur appui à travers des communiqués ou des conférences de presse. Certain-e-s sont même allés plus loin. Les professeurs-eures de l'Université du Québec en Outaouais qui ont joint les piquets de grève des étudiant-e-s représentent l'exemple le plus frappant d'une solidarité combative qui dépasse les simples discours.

Toutefois, nombreux sont les obstacles à la réalisation d'une initiative visant à regrouper la classe ouvrière et les étudiant-e-s. Mais ce qui est clair, c'est qu'une grève sociale qui dépasse les revendications étudiantes est nécessaire pour faire reculer le gouvernement sur ses politiques antisociales et réactionnaires. Qui plus est, elle pourrait devenir le fer de lance d'une prise de conscience politique dont les aspirations dépasseraient le cadre de la démocratie libérale et du capitalisme, tout en canalisant les forces populaires vers un projet de société alternatif.

Élargir les revendications étudiantes pour élargir la lutte sociale

Les déclarations des représentant-e-s de la CLASSE à l'égard du fait que la lutte étudiante est une lutte populaire sont justes et louables mais paraissent insuffisantes afin d'amener les travailleurs et travailleuses sur le terrain d'une grève sociale généralisée. Dans le monde du travail, un nombre important de personnes s'entend pour dire que l'éducation est un bien collectif et qu'il est de notre devoir de le défendre en tant que service public. Mais il semble que ce soit trop peu pour organiser une lutte globale. En effet, il nous apparaît nécessaire de mettre de l'avant des revendications qui appelleraient de larges secteurs de la classe ouvrière et permettraient une mobilisation autour d'enjeux plus généraux. On pourrait penser, entre autre, à la taxe santé de 200$ qui sera imposée cette année suite au budget Bachand. Qui plus est, toutes les mesures d'austérité mises de l'avant par le gouvernement libéral au service des requins de la finance et du patronat seraient autant de raisons de se révolter massivement. Une chose est claire, le simple fait de se questionner sur ce qui pourrait concrétiser l'unité de la classe ouvrière et des étudiant-e-s nous semblent être un bon point de départ.

> **Toutes les mesures d'austérité mises de l'avant par le gouvernement libéral au service des requins de la finance et du patronat seraient autant de raisons de se révolter massivement**

Le combat contre les injonctions et la grève illégale

S'il y a un enseignement fondamental à tirer de la lutte étudiante qui perdure depuis bientôt trois mois, c'est que le mouvement ne s'est pas laissé abattre par les tribunaux et les injonctions qui visaient à casser la grève. Tout au contraire, les étudiant-e-s ont répondu aux tentatives d'encadrement par le pouvoir juridique en y opposant la force du nombre, de la solidarité et de l'action directe. À travers un système de soutien permanent des associations étudiantes entre elles qui mobilisèrent plusieurs centaines de personnes pouvant se déplacer d'un campus à l'autre, les administrations universitaires ont dû céder devant la pression. Malgré l'intimidation des tribunaux qui promettaient des amendes salées envers quiconque s'opposerait aux injonctions, les étudiants et étudiantes n'ont pas reculé. Ils et elles ont remporté leur pari de confronter le pouvoir juridique en agissant sur le terrain politique.

Dans un cadre syndical ou sur les lieux de travail non-syndiqués, cette même logique pourrait certainement être inspirante. En faisant preuve de créativité, il serait possible de trouver des façons de procédé qui forceraient les boss à respecter les grévistes qui se trouveraient dans l'illégalité. Si le rapport de force était au rendez-vous, la mise de côté des possibles poursuites juridiques pourrait faire partie d'un protocole de retour au travail. Mais au final, c'est aux travailleurs et travailleuses de trouver leurs propres outils afin de ne pas être éternellement soumis-e-s à un code du travail qui empêche toute grève sociale et politique de prendre forme.

Enfin, il faut souhaiter qu'une grève sociale puisse se réaliser à court terme. Le contexte social et politique dans lequel nous nous trouvons est mûr pour qu'un soulèvement contre le gouvernement Charest et le patronat prenne la forme d'une authentique lutte de classe. Nous invitons tous les travailleurs et travailleuses à s'informer des possibilités d'action sur leurs lieux de travail et à discuter des revendications qui devraient être mises de l'avant.

Vive le 1er mai!
Vive la grève sociale!

Cachez-moi cette révolte
que je ne saurais voir!



Si l'on regarde les privatisations, les coupures et les fermetures sauvages à travers la seule loupe de la crise économique, on pourrait en conclure que ces phénomènes sont passagers.

Avec une perspective un peu plus large et historique, on se rend toutefois compte qu'ils n'ont rien d'exceptionnels : tout au contraire, ils sont les outils utilisés depuis plus de cent ans par la classe dominante pour créer et maintenir l'exploitation d'une majorité. Devant cette oppression systémique, plusieurs voies syndicales ont été privilégiées. Parmi celles-ci, la perspective d'une grève sociale pointe le bout de son nez. Et elle donne déjà la frousse aux Napoléons de ce monde.

Réagissant aux actions des cols bleus de Québec, le maire de Québec Régis Labeaume a ainsi exprimé le 17 avril dernier les craintes historiques de bien des élites politiques et économiques : "À poser des gestes trop impulsifs, [vous allez] créer encore plus de révolte dans la population." Sortir de la docilité et du statu quo, voilà une carte qui ne se trouve pas dans le jeu de société néolibéral.

Syndicalisme de combat, syndicalisme de solidarité

Il y a longtemps que les privilèges des élites n'avaient pas été à ce point bousculés. Surtout au Québec, où aucun syndicat révolutionnaire d'ampleur n'a existé. Lentement mais sûrement pourtant, la perspective d'une grève sociale fait son chemin. Lentement mais sûrement, des pratiques syndicales plus vigoureuses et démocratiques sont discutées et adoptées.



La lutte étudiante a permis d'avoir un aperçu de ces changements organisationnels, surtout à travers la CLASSE et son syndicalisme de combat. Celui-ci se distingue des autres types de syndicalisme tant par ses principes, ses stratégies que ses tactiques.

Le syndicalisme de combat refuse ainsi de considérer que la partie patronale et la partie ouvrière ont des intérêts communs. Le capitalisme y est plutôt reconnu comme un système d'exploitation à abolir et dont il faut limiter les attaques entre-temps. La lutte se déploie conséquemment au quotidien - de façon ouverte ou discrète -plutôt que lors des seules périodes de conventions collectives. Cette lutte se réalise à travers une information constante et réalisée autant que possible à la base, par des formations politiques régulières et des actions directes.

Ce syndicalisme est toutefois limité - surtout au Québec - par les différents compromis légaux historiques. Parmi ces compromis, la loi de Wagner est venu installer le syndicalisme nord-américain dans les ornières du syndicalisme "responsable" : un syndicalisme où les têtes dirigeantes syndicales doivent assurer le contrôle de leurs membres dont elles sont soi-disant responsables. Avec pour résultat un contrôle accru de ces membres - un flicage parfois - qui osent difficilement lever le ton et sortir du rang. À cette dynamique s'ajoutent les limites de plusieurs syndicats combatifs : le peu de considération pour les lieux de travail non syndiqués, la conception de la lutte à partir de la seule possibilité de syndicalisation, la non-remise en question explicite de la bureaucratie syndicale.

Pour éviter ces points aveugles, plusieurs organisations - surtout des syndicats affiliés à la centrale "Industrial workers of the world" (IWW) - ont adopté une approche dite du syndicalisme de solidarité. Le but de ce dernier n'est pas tant uniquement de syndiquer des lieux de travail que d'apporter un soutien aux travailleurs et travailleuses. En effet, il s'agit de développer des pistes de réflexion et des actions pour aider ici et maintenant, et attaquer le capital et ses sbires. Ce décloisonnement des approches plus traditionnelles peut passer entre autres par des libérations syndicales offertes à tout le monde afin qu'ils et elles puissent faire de l'action politique, par de l'agitation même si des personnes ne sont pas syndiquées, par des lieux de travail qui développent leur propre stratégie en fonction de leurs sensibilités et contextes. Au final, la pratique syndicale déborde largement le seul lieu de travail : on cherche à développer des structures de solidarités durables qui permettront de mieux confronter les relations de pouvoir avec le patronat et au sein des syndicats.

Mai,
le mois de la solidarité!

Le 1er mai c'est l'occasion de commémorer notre classe via la Fête des travailleuses et travailleurs. Mais, pour bien remplir le mois, il y aura une activité près de chez vous!

Québec:

Cabaret du 1er mai

Pour célébrer les travailleuses et les travailleurs du monde nous vous invitons à un grand spectacle avec discours et chansons.
Dès 19h au bar-coop l'AgitéE,
251 rue Dorchester

5 mai

Lancement du recueil
SUBVERSIONS, vol. II
Présenté par le
Bloc des auteur-e-s anarchistes
Le 5 mai de 17 à 19h à l'AgitéE.

24 au 26 mai

Fin de semaine de l'Anarchie
On vous propose plusieurs événements dans différents lieux de Québec dans le cadre du Festival de l'Anarchie, qui a lieu tout le mois de mai. plus d'info sur:
voixdefaits.blogspot.ca/

Montréal:

Spectacle anticapitaliste du 1er mai

Nous vous convions à terminer ce jour important pour les luttes sociales, politiques et étudiantes actuelles avec nous. Le spectacle débutera à 20 h au Cabaret du Mile End, 5240 avenue du Parc

9 mai

Projection-débat :
La domination masculine
Une activité organisé par le
collectif local de l'UCL
19h, DIRA, 2035 St-Laurent

15-16 mai

Septième Festival international de théâtre anarchiste de Montréal
anarchistetheatrefestival.com

19-20 mai

Salon du livre anarchiste
de Montréal
salonanarchiste.ca/